

EN BREF

UN DÉBAT
À 400 000 VOLTS

RTE propose au débat public le renforcement d'une ligne de 400 000 volts Lille-Arras. L'enjeu de ce projet de 95 M€ est de moderniser cette ligne construite en 1963 aux limites de ses capacités, pour sécuriser l'alimentation et intensifier les échanges d'électricité avec les pays voisins. L'incidence sur l'environnement et la vie des habitants des 29 communes concernées impose au maître d'ouvrage de mettre en débat l'opportunité de la reconstruction. Lancé le 12 octobre, organisé en huit réunions publiques et animé par une commission particulière indépendante (en photo son président), ce débat



s'achèvera le 2 février. Après bilan (en avril) et publication, RTE décidera de poursuivre ou non le projet.

CUD EN FIBRE OPTIQUE

Le Dunkerquois marche au très haut débit. DGL Networks, filiale de l'opérateur d'infrastructures Covage, a construit sur le territoire de la CUD une boucle en fibre optique de 174 km, qu'elle exploite. A ce jour, une centaine de sites sont connectés, dont 45 zones d'activités. La CUD, avec le concours de la Région, de l'Etat et des fonds européens, a financé la moitié de l'investissement soit 7 M€, l'autre moitié ayant été pris en charge par DGL Networks, qui exploite en DSP le réseau, contre redevance.

TOURCOING LES BAINS
PREND L'EAU

Gros déficit pour le centre aqualudique de Tourcoing : ouvert à l'été 2008, ce gros équipement géré par la société Aquaval au terme d'une délégation de service public a d'ores et déjà cumulé un déficit de 1,3 M€. La fréquentation n'a pas encore atteint les niveaux espérés. La ville s'est résolue à augmenter les tarifs à partir du 1^{er} novembre (de 7 % pour les non-tourquennois, 2,5 % pour les habitants).

Région. Le nouveau capital-risqueur aura levé 50 M€ d'ici à la fin de l'année, dont la moitié en région.

Cap Horn Invest Iorgne
le Nord-Pas-de-Calais

> De gauche à droite : Damien Bourel, Foucauld Delannoy, Hugues Joubert, Guillaume Dupont.

Un nouvel outil de capital-développement se lance dans la région. Cap Horn Invest rassemble 120 investisseurs et chefs d'entreprises dont un tiers de Nordistes. Les fonds levés proviennent quant à eux de la région pour moitié. Les quatre associés à l'origine de la société de gestion sont Damien Bourel, membre fondateur du réseau Entreprendre à Paris, Hugues Joubert, ex-directeur juridique d'Adeo, Guillaume Dupont, un X-Stanford passé par le

Crédit Agricole et Schneider Electric Venture. Le dernier mousquetaire est Foucauld Delannoy, un ancien des Echos Media, issu de la famille Coisne. La structure parisienne, qui a décroché l'agrément AMF en 2010, s'est dotée d'un bureau dans la tour Mercure à Tourcoing. Avec des ambitions.

Cap Horn Invest a ouvert un FCPR en mars, qui a déjà levé 35 M€ et vise les 50 M€ pour la fin de l'année. Cet outil a vocation à prendre des participations (1 à 2 M€) mais bien au-delà de la seule dimension financière : les investisseurs doivent accompagner les projets, apporter leurs propres réseaux et compétences, dans une logique de proximité, y compris géographique, avec leurs poulains. Il s'agira de jeunes entreprises à fort potentiel et « qui ont rencontré leur marché » dans trois directions : le secteur des nouveaux modes de consommation et usages, celui de la mobilité, la gestion informatique et les réseaux, et une catégorie plus transverse, « d'optimisation des ressources ». Le FCPR a déjà investi dans un dossier (recyclage de portables) et deux autres sont à l'instruction, tous trois en région parisienne. Pour l'instant. **O.D.** ■

Métropole. Le débat d'orientation budgétaire a souligné une faiblesse historique de marge de manœuvre.

Lille Métropole cherche
sa cohérence budgétaire

Pas de nouvel impôt par « dogme politique » ; recul des dotations d'Etat ; maintien d'un niveau d'investissement très élevé ; explosion des frais financiers... : l'équation 2012 de la communauté urbaine ressemble à la quadrature du cercle pour son vice-président au budget, Dominique Baert (photo). Pas question pour l'édile et l'exécutif de toucher au rythme intense des investissements lié à la conjonction de gros chantiers (accessibilité du grand stade, station d'épuration de Marquette...), soit 526 M€ qui seraient inscrits au BP 2012, et pas question non plus de fiscaliser davantage les ménages, tandis que les dépenses de fonctionnement seront passées à la moulinette. La seule marge possible serait de modifier la cotisation foncière des entreprises, dont le produit serait de toute façon ridicule : moins d'1 M€. Cinq fois moins que ce que la

hausse du franc suisse va peser sur le remboursement de la dette. Car si la « gestion dynamique » de cette dernière a permis d'économiser beaucoup, certains emprunts toxiques viennent aujourd'hui plomber les finances.

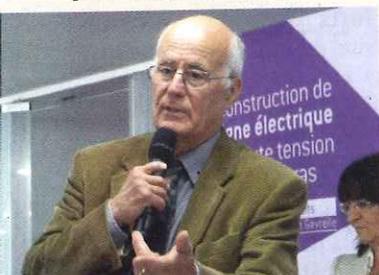


Le volontarisme métropolitain au nom d'une action contra-cyclique se heurte au mur des frais financiers, qui devraient grimper de 27 M€ en 2012. Pour tenir les ambitions, l'encours de dette devrait ainsi être accru de 107 M€ pour atteindre 1 622 M€ fin 2012. Une remontée indispensable selon l'élu au budget car « une stabilisation serait incompatible avec la montée de nos programmes. Nous ne jouons pas les récessifs, nous ne jouons pas la dépression ! », lance Dominique Baert. Copie définitive lors de la session budgétaire le 8 décembre. **O.D.** ■

EN BREF

UN DÉBAT
À 400 000 VOLTS

RTE propose au débat public le renforcement d'une ligne de 400 000 volts Lille-Arras. L'enjeu de ce projet de 95 M€ est de moderniser cette ligne construite en 1963 aux limites de ses capacités, pour sécuriser l'alimentation et intensifier les échanges d'électricité avec les pays voisins. L'incidence sur l'environnement et la vie des habitants des 29 communes concernées impose au maître d'ouvrage de mettre en débat l'opportunité de la reconstruction. Lancé le 12 octobre, organisé en huit réunions publiques et animé par une commission particulière indépendante (en photo son président), ce débat



s'achèvera le 2 février. Après bilan (en avril) et publication, RTE décidera de poursuivre ou non le projet.

CUD EN FIBRE OPTIQUE

Le Dunkerquois marche au très haut débit. DGL Networks, filiale de l'opérateur d'infrastructures Covage, a construit sur le territoire de la CUD une boucle en fibre optique de 174 km, qu'elle exploite. A ce jour, une centaine de sites sont connectés, dont 45 zones d'activités. La CUD, avec le concours de la Région, de l'Etat et des fonds européens, a financé la moitié de l'investissement soit 7 M€, l'autre moitié ayant été pris en charge par DGL Networks, qui exploite en DSP le réseau, contre redevance.

TOURCOING LES BAINS
PREND L'EAU

Gros déficit pour le centre aqualudique de Tourcoing : ouvert à l'été 2008, ce gros équipement géré par la société Aquaval au terme d'une délégation de service public a d'ores et déjà cumulé un déficit de 1,3 M€. La fréquentation n'a pas encore atteint les niveaux espérés. La ville s'est résolue à augmenter les tarifs à partir du 1^{er} novembre (de 7 % pour les non-tourquennois, 2,5 % pour les habitants).

Région. Le nouveau capital-risqueur aura levé 50 M€ d'ici à la fin de l'année, dont la moitié en région.

Cap Horn Invest Iorgne
le Nord-Pas-de-Calais

> De gauche à droite : Damien Bourel, Foucauld Delannoy, Hugues Joubert, Guillaume Dupont.

Un nouvel outil de capital-développement se lance dans la région. Cap Horn Invest rassemble 120 investisseurs et chefs d'entreprises dont un tiers de Nordistes. Les fonds levés proviennent quant à eux de la région pour moitié. Les quatre associés à l'origine de la société de gestion sont Damien Bourel, membre fondateur du réseau Entreprendre à Paris, Hugues Joubert, ex-directeur juridique d'Adeo, Guillaume Dupont, un X-Stanford passé par le

Crédit Agricole et Schneider Electric Venture. Le dernier mousquetaire est Foucauld Delannoy, un ancien des Echos Media, issu de la famille Coisne. La structure parisienne, qui a décroché l'agrément AMF en 2010, s'est dotée d'un bureau dans la tour Mercure à Tourcoing. Avec des ambitions.

Cap Horn Invest a ouvert un FCPR en mars, qui a déjà levé 35 M€ et vise les 50 M€ pour la fin de l'année. Cet outil a vocation à prendre des participations (1 à 2 M€) mais bien au-delà de la seule dimension financière : les investisseurs doivent accompagner les projets, apporter leurs propres réseaux et compétences, dans une logique de proximité, y compris géographique, avec leurs poulains. Il s'agira de jeunes entreprises à fort potentiel et « qui ont rencontré leur marché » dans trois directions : le secteur des nouveaux modes de consommation et usages, celui de la mobilité, la gestion informatique et les réseaux, et une catégorie plus transverse, « d'optimisation des ressources ». Le FCPR a déjà investi dans un dossier (recyclage de portables) et deux autres sont à l'instruction, tous trois en région parisienne. Pour l'instant. **O.D.** ■

Métropole. Le débat d'orientation budgétaire a souligné une faiblesse historique de marge de manœuvre.

Lille Métropole cherche
sa cohérence budgétaire

Pas de nouvel impôt par « dogme politique » ; recul des dotations d'Etat ; maintien d'un niveau d'investissement très élevé ; explosion des frais financiers... : l'équation 2012 de la communauté urbaine ressemble à la quadrature du cercle pour son vice-président au budget, Dominique Baert (photo). Pas question pour l'édile et l'exécutif de toucher au rythme intense des investissements lié à la conjonction de gros chantiers (accessibilité du grand stade, station d'épuration de Marquette...), soit 526 M€ qui seraient inscrits au BP 2012, et pas question non plus de fiscaliser davantage les ménages, tandis que les dépenses de fonctionnement seront passées à la moulinette. La seule marge possible serait de modifier la cotisation foncière des entreprises, dont le produit serait de toute façon ridicule : moins d'1 M€. Cinq fois moins que ce que la

hausse du franc suisse va peser sur le remboursement de la dette. Car si la « gestion dynamique » de cette dernière a permis d'économiser beaucoup, certains emprunts toxiques viennent aujourd'hui plomber les finances.



Le volontarisme métropolitain au nom d'une action contra-cyclique se heurte au mur des frais financiers, qui devraient grimper de 27 M€ en 2012. Pour tenir les ambitions, l'encours de dette devrait ainsi être accru de 107 M€ pour atteindre 1 622 M€ fin 2012. Une remontée indispensable selon l'élu au budget car « une stabilisation serait incompatible avec la montée de nos programmes. Nous ne jouons pas les récessifs, nous ne jouons pas la dépression ! », lance Dominique Baert. Copie définitive lors de la session budgétaire le 8 décembre. **O.D.** ■